

Le dernier stade du capitalisme d'Etat

Dans cet article publié le 28 septembre dernier par le quotidien brésilien Folha de Sao Paulo, Robert Kurz¹, qui participe depuis bientôt trente ans au développement d'une Théorie de la Crise, nous propose une explication de celle que nous vivons aujourd'hui à partir de la «critique de la valeur» dont il est l'un des principaux auteurs en Allemagne.

La crise, quelle crise? Ainsi claironnaient il n'y a pas si longtemps encore les idéologues libéraux de droite comme de gauche, convaincus qu'ils étaient de l'immortalité du capitalisme. Autant les petites gens et les pauvres que les élites avaient progressivement occulté que non seulement ce type de société a une histoire, mais que cette société est elle-même le produit d'une dynamique aveugle. Ces deux dernières décennies notamment, tous ne voulaient percevoir que des «événements» ponctuels, au sein de formes sociales anhistoriques de l'ontologie capitaliste². A l'instar de Dorian Gray dans le roman d'Oscar Wilde, ce n'était pas le capitalisme, mais seulement l'image du monde social dont il était la source, qui semblait vieillir et se vêtir des oripeaux de la misère, tandis que la logique de l'argent continuait à briller de la fraîcheur d'une fausse jeunesse.

Le «lundi noir» du plus grand crash financier de tous les temps a dévoilé brutalement le vrai visage du Dorian Gray capitaliste.

Mais nul ne veut percevoir ces caractéristiques dans cette nouvelle poussée de la crise. La confiance aveugle dans le capitalisme pousse uniquement vers la recherche de coupables. «Les pratiques douteuses» des spéculateurs et la «politique économique anglo-saxonne» sont montrées du doigt comme responsables du désastre. Cette explication simpliste et aux consonances antisémites³ a déjà été mobilisée régulièrement par le passé. Depuis plus de vingt ans, des vagues de crises financières ont accompagné la mondialisation. Toutes les mesures, en apparence couronnées de succès, prises pour empêcher une «fonte du noyau» du système financier international n'ont fait que le restructurer, sans jamais affronter le véritable problème. L'évolution actuelle fait voler en éclats tous les anciens concepts; la crise ne touche pas seulement le secteur des crédits hypothécaires américains, elle a déclenché une réaction en chaîne qui est loin d'être arrivée à son terme. Les origines, on ne les trouvera pas dans les défauts personnels et les carences morales des acteurs, mais dans le noyau économique du système lui-même.

Le capitalisme n'est rien d'autre que la recherche de l'accumulation d'argent comme but en soi. Et la «substance» de cet argent est l'emploi continuellement croissant de la force de travail humaine. Simultanément, la concurrence entraîne une augmentation de la productivité qui rend cette force de travail de plus en plus superflue. En dépit de toutes les crises, cette contradiction interne semblait toujours avoir été dépassée grâce à l'absorption massive de force de travail par de nouvelles industries. Le «miracle économique» d'après 1945 a fait de cette capacité du capitalisme une profession de foi. Depuis les années 1980, la troisième révolution industrielle, celle de la microélectronique, a entraîné un nouveau niveau de rationalisation qui a lui-même entraîné une dévalorisation de la force de travail humaine, à une échelle encore jamais vue. La «substance» même de la valorisation du capital se dissout, sans que de nouveaux secteurs capables de générer une véritable croissance économique n'aient vu le jour. La phase néolibérale n'était rien d'autre que la tentative de gérer de façon répressive la crise sociale découlant de cet état de fait tout en impulsant une croissance «sans

substance» du «capital fictif» par l'expansion effrénée du crédit, de l'endettement et des bulles financières sur les marchés financiers et immobiliers.

Mais c'est l'ouverture mondiale des vannes monétaires et plus particulièrement le fait que la banque centrale américaine ait inondé les marchés internationaux de dollars, qui a précisément été le péché originel du monétarisme. En effet, cette doctrine postule la limitation de la masse monétaire comme fondement de la doctrine néolibérale. En réalité, le flot d'argent public dénué de substance subventionnait un accroissement de la valeur de patrimoines financiers, sans contreparties. Aujourd'hui, ce «socialisme paradoxal de l'argent sans substance» est battu à plate couture, comme avant lui le capitalisme d'Etat à l'Est et à l'Ouest, la version keynésienne de la croissance subventionnée par l'Etat. Aux Etats-Unis, la nationalisation de fait du système bancaire américain et le plan du ministre des Finances pour enrayer la crise avec environ mille milliards de dollars d'argent public ne sont rien d'autre que des actes désespérés. Du jour au lendemain, la soi-disant liberté des marchés a révélé son caractère intrinsèque de capitalisme d'Etat au point que certains ironisent déjà sur la «république populaire de Wallstreet». Mais rien n'est résolu. On assiste, en quelque sorte, au dernier stade du capitalisme d'Etat; celui-ci peut, dans le meilleur des cas, retarder l'effondrement des indices boursiers en actionnant une fois de plus la planche à billets. A la différence des époques précédentes, il n'existe plus aucune marge de manœuvre pour nourrir l'émergence de nouveaux secteurs économiques porteurs.

Ceci entraîne la fin des USA en tant que la puissance mondiale. Les guerres d'intervention ne peuvent plus être financées et le dollar perd son statut de référence monétaire mondiale. Mais aucun prétendant sérieux au poste n'est en vue. Le ressentiment contre la «domination anglo-saxonne» ne représente en rien une critique du capitalisme et il manque de sérieux. En effet, la conjoncture mondiale fondée sur les déficits s'appuyait sur les flux d'exportation vers les Etats-Unis. Les capacités industrielles en Asie, en Europe et ailleurs ne dépendaient pas de bénéfices et de salaires réels, mais directement ou indirectement de l'endettement extérieur des USA. L'économie néolibérale des bulles financières était une sorte de «keynésianisme mondial» qui aujourd'hui se désagrège comme avant lui le keynésianisme national. Les «puissances émergentes» n'ont pas la moindre autonomie économique et sont pieds et poings liés par l'enchaînement mondial des déficits. Leur dynamique tant admirée était un pur mirage dénué de tout fondement intérieur. Ainsi, il n'y aura pas, où que ce soit, de retour à un capitalisme «sérieux» avec des emplois «réels». Il faut plutôt s'attendre à un effet domino de la crise financière sur l'économie «réelle» à laquelle aucune région du monde ne peut échapper. Le capitalisme d'Etat et le capitalisme de «libre» concurrence se révèlent être les deux faces de la même médaille. Ce qui s'effondre, ce n'est pas un «modèle» qui pourrait être remplacé par un autre. C'est le mode dominant de production et de vie, la base commune du marché mondial.

Robert Kurz

1. Il a animé jusqu'en 2004, le groupe Krisis (voir Archipel No 103, 104, 106, 110, 113, 158 sur forumcivique.org) et est aujourd'hui rédacteur de la revue EXIT! (toutes les notes sont de la rédaction)
2. selon l'idéologie capitaliste, des catégories telles que l'argent, le travail etc. ont toujours existé et existeront toujours; historiquement, seuls des aménagements ont pu exister ou sont possibles
3. généralement, l'antisémitisme s'est appuyé sur une personnification des mécanismes capitalistes où le Juif représentait le financier rapace pervertissant la «bonne» production marchande